

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023- 241

du 15 DEC 2023

mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur les communes de Carling, L'Hôpital et Saint-Avoid en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29 juin 2016 ;

Vu le rapport du 6 novembre 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées établi suite à la visite du 11 octobre 2023 sur site ;

Vu le courrier préfectoral du 28 novembre 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les préconisations des fiches de données de sécurité (FDS) pour le stockage et l'utilisation de ses produits chimiques ;

Considérant, par conséquent, que certaines dispositions de l'article 37.5 du règlement européen REACH ne sont pas respectées ;

Considérant que la présence d'un volume d'eau important et de végétation a été constatée dans le bassin d'orage lors de la visite susmentionnée ;

Considérant, par conséquent, que certaines dispositions de l'article 3.16.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société TotalEnergies Petrochemicals France, dont le siège social est situé 2 place Jean Millieu, La Défense 6, 92400 Courbevoie, est mise en demeure de respecter, pour son atelier PPC situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold :

- **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 37.5 du règlement européen REACH susvisé ;
- avant **fin avril 2024**, les dispositions de l'article 3.16.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 susvisé.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et aux maires de Carling, L'Hôpital et Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

